

## Contribution de l'ACSEL à la consultation publique du gouvernement sur l'Internet du futur

Q 1 – a

Les grands thèmes :

- Le commerce btoc ou btob
  - o dans le contexte d'une utilisation « sans couture » des différents moyens de commercer (de chez soi, en mobilité, en magasin) avec une ergonomie accrue
  - o dans la gestion des processus (forte interactivité client, traçage des marchandises grâce à l'Internet des objets..., automaticité et dématérialisation des transactions...)
- le développement durable sous l'effet conjugué :
  - o de la recherche des économies de gestion rendues nécessaires par le coût de l'énergie ou sa taxation
  - o d'une prise de conscience des acteurs et des coercitions
  - o des solutions que les IT pourront apporter à ces orientations
- les identités, locomotives de tout échange transactionnel, personnel ; leur multiplicité, leur gestion, leur abus d'utilisation...
- la sécurité et la course permanente à la protection pour assurer la confiance avec son revers l'intrusion
- la gouvernance : celle des réseaux (investissements, contrôle..), celle des usages, en France, en Europe , dans le monde
- la standardisation, vecteur d'ouverture
- les modèles économiques :
  - o publicité : nous avons des spécialistes
  - o paiement : sécurité, petits montants, monnaies alternatives

Q 1 – b

L'Internet fait converger des besoins, des usages et de modèles économiques différents : la diffusion, la distribution, l'information et les télécommunications. Les efforts de contrôle de l'Internet par un petit nombre d'acteurs économiques est manifeste et particulièrement dangereux pour la garantie d'accès et de la création de valeur par tous. L'infrastructure, son architecture et le modèle économique associé seront des enjeux majeurs, comme celui de la gouvernance de l'Internet. L'architecture s'entend par réseau national à très haut débit, desserte de l'abonné à très haut débit symétrique, capacités d'hébergement de serveurs, de services, de contenus et de puissance de calcul.

## Q 2 – a

Nous pensons que cette segmentation, dont on peut admettre qu'elle recouvre l'ensemble des questions soulevées par le concept d'Internet du futur, présente l'inconvénient de conduire les acteurs concernés à méconnaître les problématiques soulevées par l'Internet du futur dans son ensemble. L'interdépendance entre les différents thèmes énumérés est telle que, de les aborder de façon distincte, peut nuire à l'appréhension globale de l'Internet du futur, aux besoins des acteurs économiques et des utilisateurs, voire à trop les structurer et prendre alors le risque de se lancer dans des solutions qui deviendront obsolètes rapidement.

## Q 2 – b

Il est indispensable que les acteurs des « couches basses » (moyens techniques, réseaux) aient une connaissance étendue et approfondie des usages actuels et potentiels.

Deux autres dimensions nous semblent « oubliées » et sont pourtant essentielles : l'éducation, conduisant à un écosystème performant, et les entrepreneurs. Ce sont les entrepreneurs qui font le succès de technologies, moins souvent l'inverse.

## Q 2 – c

Le sujet est moins de savoir où nous sommes bien positionnés par rapport à ces six facettes que de savoir quelle chance et quelle construction nous avons pour faire de ces atouts un succès à l'échelle internationale. Le problème n°1 est l'accès au marché et les Américains nous prouvent quotidiennement que ce n'est pas la meilleure technologie qui gagne mais celle qui est vendue le plus largement. Tant que nous n'aurons pas un écosystème qui associe concrètement grandes entreprises ayant accès au marché international, petites entreprises, plus agiles et innovantes, et centres de recherches permettant de conserver à moindre frais une longueur d'avance, nous n'aurons rien résolu et l'argent public ne sera pas utilisé de la façon la plus productive possible.

## Q 3 – a

C'est de manière globale et transversale que les travaux doivent être abordés et au niveau européen, bien sûr, ce qui suppose un engagement politique fort. Le principe d'une autorégulation au plan international devrait être soutenu.

## Q 3 – b

En matière de gouvernance, on se réfèrera aux principes de base : universalité de l'accès, (Internet pour tous) neutralité du réseau, symétrie des débits, très haut débit (c'est-à-dire la fibre), sécurité des données personnelles, etc.

## Q 3 – c

Il est indispensable de ne pas créer de contraintes techniques qui pourraient gêner ou empêcher le développement de nouvelles applications ou nouveaux usages.

Il est impossible et vain d'essayer d'identifier de futures pistes de succès. La plupart des innovations remarquables n'ont d'ailleurs pas été trouvées par de grands centres de recherches, de grandes entreprises privées, mais par l'appropriation de certaines technologies par les usagers eux-mêmes (Internet, courrier électronique, web, SMS ...)

Le seul moyen de prévoir le futur est de se dire que l'on ne sait pas et d'organiser vigoureusement la banalisation des sous-jacents de façon à ne pas orienter arbitrairement ce futur. Le Minitel est mort de n'avoir pas su évoluer et s'adapter en ouvrant son innovation à tous. Ne refaisons pas les mêmes erreurs.

C'est pour cela que l'infrastructure doit rester le plus neutre possible. Le rôle d'un opérateur est d'être «électriquement neutre». C'est comme cela que l'électricité, l'eau et le gaz sont devenues des « commodités ». Un réseau qui ne serait pas ouvert ne serait pas une commodité et ne serait donc pas de l'Internet. (dixit V. Cerf)

Il n'y a pas à prévoir ou définir un modèle minimaliste type «utilities», l'Internet s'est très bien organisé pour cela. Par contre, il faut veiller que les investissements publics (et privés) aillent dans le bon sens et que ne reconstituent pas des monopoles et des rentes de situation. La tendance serait alors pour ceux qui les détiennent de les «refermer» à leur principal bénéfice, pour en maximaliser le profit.

Q 4 – a

Un « pôle académique », pourquoi pas ? mais comment s'articulerait-il vis-à-vis des pôles de compétitivité s ? Quel pourrait être le rôle du privé ?

Nous pensons qu'il est nécessaire d'avoir un «pilote dans l'avion», qui fixe les priorités, les règles du jeu, les enjeux. Ensuite, les choses peuvent se «diffuser» dans le terreau actuel, mais il faut être plus ambitieux, plus directif, plus volontaire. Nous ne savons pas si nous parlons d'un pôle de compétitivité, d'un ministère à l'économie numérique, qui pourrait fédérer réellement un ensemble d'initiatives qui sont aujourd'hui de responsabilités d'autres ministères, ou d'une nième association, dont nous ne voyons alors pas trop l'objet, par rapport aux nombreuses existantes.

Q 5 – a

Il est important de se remettre au travail car nous utilisons en général des technologies qui ont été pensées il y a 30 ans pour des usages différents. Maintenant ceci ne peut absolument pas se faire en étant à l'écart des autres courants de pensées et des projets qui réfléchissent à ce sujet. (geni ...)

La recherche incrémentale et disruptive ne doit pas être faite tant que nous n'avons pas répondu à la question que nous posions précédemment : quid de l'éducation et des entrepreneurs. Cette recherche doit être menée avec une connaissance précise du marché et dans une volonté de TROUVER et de créer de futurs leaders internationaux ou d'être dans l'équipe qui conduira ces leaders internationaux. Ceci ne se fait pas que par la normalisation.

Q 5 – b

De nombreux thèmes sont à étudier (cf. les travaux de la Fing a ce sujet). Nous pouvons citer en particulier les thèmes disruptifs autour de ce que permet / va permettre l'optique (commutation de contexte entier), de l'architecture flexible et de la qualité, des services à la famille (sur ce sujet, quasiment rien n'a été fait), des conséquences de l'Internet des objets et des réseaux personnels à très haut débit (réseaux à la maison ...) ...

Q 5 – c

Déjà abordé, plus qu'en filigrane. Les orientations de l'ANR sont très intéressantes mais après ... quels champions à l'échelle internationale avons-nous créés ? Avons-nous su saisir toutes les chances et portes ouvertes par des démarches de type ANR ?

Q 6 – a

La plateforme d'expérimentation, C'EST L'INTERNET. Des plates-formes ambitieuses, territoriales, doivent être favorisées. La frontière entre expérimentation et usage est très mince et il faut éviter, sous peine de gaspiller beaucoup de temps et d'argent des plates-formes d'expérimentations «déconnectées» de l'Internet.

#### Q 7 – a

Nous sommes favorables à la participation à des centres mixtes dédiés à l'Internet du Futur ; en tant qu'association professionnelle représentative, lieu de réflexion et de propositions ayant une démarche prospective à court et moyen termes, nous sommes ouverts à toute forme de contribution...

#### Q 7 – b

- orienter la dépense public et favoriser l'émergence de véritables infrastructures Internet / plates-formes d'expérimentations ouvertes à très haut débit.
- aider / orienter à la pénétration de la fibre dans les foyers le plus rapidement possible en envisageant TOUTES les possibilités.
- proposer un cadre législatif clair et où une véritable vision du numérique peut s'exprimer et contrecarrer des volontés de certains lobbies de nous replonger 20 ans en arrière.

#### Q 8 – a

L'Acsel coopère par sa commission « Identités » avec le consortium de projet FC<sup>2</sup>, projet de gestion des identités dans le monde numérique, financé par le FUI<sup>1</sup>, avec pour objectif la dissémination du projet. Elle assure la relation avec des forums internationaux sur ce sujet, coopère avec les grands acteurs internationaux, aide au décryptage, entreprend une grande enquête nationale auprès du public et recherche les voies concertées d'une interopérabilité des modes d'identification.

#### Q 9 – a

Signalons l'Info Card Foundation dont l'Acsel est membre. Par ailleurs, les membres de l'Acsel participent sans doute à des « standardization bodies » de toute nature, par ex. le Groupement des cartes bancaires avec l'ISO, le CEN, le NFC Forum, et autres dans nos métiers. Witbe, membre de l'ACSEL, participe à de nombreux groupes de normalisation / d'expertise à l'échelle internationale: ETSI (dans le passé), ITU, ATIS, VQEG, VSF ...

La France est parfois un peu présente mais il faut se demander à quelle fin et pour quels objectifs ? Ce travail est énormément consommateur de ressources et, là aussi, il faut pouvoir travailler ensemble pour mutualiser au mieux et faire avancer les intérêts de la maison «France» de la meilleure des façons.

#### Q 9 – d

Il est surement important que la France se dote d'un pouvoir d'initiative pour contrer l'assujettissement auquel les acteurs sont liés dans le domaine des standards. Moins qu'un organisme « français », c'est une dynamique et des *incentives* qui doivent pousser à prendre ces initiatives et les pousser au niveau international. L'exemple de la carte bancaire devenu « EMV » après avoir été une invention nationale pousse à réfléchir. Il y a d'autres exemples plus positifs comme le GSM.

---

<sup>1</sup> qui réunit des représentants des opérateurs mobiles (Orange), des banques (Groupement des cartes bancaires), des industriels (Gemalto, EADS, Xiring), des prestataires de services (Atos, CEV, Dictao..), et a associé les services de l'Etat (ANTS, DGME, CNIL) ainsi que la Caisse des dépôts

Le choix de NFC, poussé par l'Etat, est à cet égard contestable. Nos amis opérateurs de mobile ne partageront pas cet avis....

Une coordination, oui sous l'égide d'un pôle TIC. Systematic pourrait l'être, qui a un rayonnement mondial important par les thématiques qu'il aborde (sécurité, défense...). Il s'agit d'un véritable enjeu d'intelligence économique.

LE problème est simple : la normalisation est de plus en plus une affaire de spécialistes qui agissent un peu « seuls », sans forcément avoir une connaissance approfondie de l'écosystème, du marché et de la demande latente des utilisateurs, sans même parler du rêve de certains de refaire le « coup du GSM » ou de verrouiller le plus rapidement possible le marché en déposant les brevets qui ne permettront plus d'accéder ouvertement à la technologie et à l'innovation.

Rien que dans le domaine de l'IPTV, il y a déjà bien trop d'organismes de normalisation ... et pour le moment des choix cornéliens de la part des opérateurs et une interopérabilité non encore prouvée qui freine indubitablement le marché.

Q 10 – a

Nous sommes favorables à la mise en place d'un forum ou d'une *task force* mais il s'agit de deux modes d'échange et de concertation très différents : lequel privilégier ? qui pourrait y être associé ?

Il faut cesser d'émietter les énergies et l'argent et les opportunités. Il y a un plan numérique ambitieux MAIS SIMPLE ET CONCRET. Cela ne se fait pas à partir de trente six mesures, mais à partir de grandes directions claires et de l'association des meilleurs en pensant TOUJOURS débouchés et accès au marché.

Q 10 – b

Nous n'avons pas de position sur la typologie des entités susceptibles d'être admises. Nous sommes ouverts à une participation à un tel dispositif en termes de compétences (mais probablement pas en termes financiers)

Q 12 – a

D'autres non ... et travailler avec celles ci est déjà un challenge et une gageure.

Pourquoi lancer d'autres initiatives internationales ? Une task force française et européenne nous semble préférable avec aussi pour objectif d'être clairement contributeur dans les initiatives internationales majeures et / ou susceptibles d'intérêt.